

Après les annonces du Président Macron le 12 juillet...

Assez de dénigrement et de division : défendons ensemble nos revendications.

Après l'absence de masques, de tests, après les sacs poubelle, les manques de lits et les déprogrammations, le refus d'hospitaliser les résidents des EHPAD infectés, la consigne du Ministre de faire travailler des hospitaliers Covid+ asymptomatiques... Aujourd'hui les hospitaliers sont désignés comme responsables, menacés de suppression de salaire puis de licenciement si pas vaccinés.

C'est une dérive autoritaire du gouvernement Macron qui transforme la vaccination, décision médicale, en décision d'Etat. Le gouvernement balaie 2 libertés fondamentales depuis l'existence de la Sécurité sociale de 1945 : la liberté de chaque assuré de choisir son médecin, et la liberté du médecin de prescrire le traitement le plus adapté à son patient.

Les hospitaliers sont exposés depuis 17 mois : A Dieppe **309 collègues** sont recensés comme ayant été contaminés (il y en a davantage car certains n'ont pas été testés, ou n'ont pas été enregistrés). **Mais selon les consignes ministérielles très peu se voient reconnus en maladie professionnelle.**

Le Président et Véran sont rapides pour montrer du doigt tous les hospitaliers, mais beaucoup moins rapides pour accorder les revalorisations salariales : **la moitié des hospitaliers restent exclus des augmentations au 1^{er} octobre** : les ASHQ, les administratives, les techniques, les sages-femmes, les diététiciennes, les tech labo, les assistantes sociales, les psychologues, les préparateurs en pharmacie...

Tous les hospitaliers ont fait preuve de courage et d'un grand professionnalisme. Mais le Président charge les personnels qui ne seraient pas encore vaccinés, en instaurant l'obligation vaccinale et des sanctions graves. Il fait tout pour opposer la population aux hospitaliers, pour opposer les hospitaliers entre vaccinés et ceux qui hésitent ou ne souhaitent pas l'être.

STOP à la culpabilisation des personnels !

La CGT a, depuis le début, défendu le plus large accès à la vaccination pour tous ceux qui le souhaitent. Au-delà de la vaccination, nous avons urgemment besoin de lits, d'effectifs en nombre et qualifiés, pour prendre soin de la population, Covid ou non.

Dans la foulée le Président reprend son projet de casse des retraites. Il affirme vouloir en finir avec les 42 régimes car pour lui : « **l'âge de départ doit être plus tardif** ».

Supprimer la CNRACL (Caisse de retraite des Hospitaliers et des Territoriaux) veut dire supprimer le départ possible à 57 ans pour les ASHQ, les aide-soignants, et tous ceux de la catégorie Active. Cela veut dire diminuer brutalement les pensions en supprimant le calcul sur le salaire des 6 derniers mois.

Les hospitaliers ne se laisseront pas diviser et dénigrer. **UNITÉ pour :**

- ▶ **Défendre nos retraites, et la CNRACL.**
- ▶ **Défendre nos libertés, et écarter les menaces présidentielles pesant sur chacun.**
- ▶ **Défendre nos conditions de travail et demander les effectifs qui font défaut.**
- ▶ **Augmentation des grilles salariales au 1^{er} octobre pour tous les grades oubliés.**

**Conférence de presse jeudi 22 juillet 14h15 devant le CH Dieppe.
Nous appelons les collègues qui le souhaitent à y participer.**